CONVENTION PARTICULIERE

ANNEE 2014

ENTRE :

LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX,

Représentée par son vice Président, M Michel Labardin, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté n° 2014/0036 en date du 17 janvier 2014, domiciliée à Bordeaux, Esplanade Charles de Gaulle, 33 076 Bordeaux Cedex,

Ci après désignée « la Communauté »,

ET :

L'AGENCE D'URBANISME BORDEAUX METROPOLE AQUITAINE,

Association loi 1901, représentée par son président, Monsieur Vincent Feltesse, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration, domiciliée à Bordeaux, Hangar G2 - Bassins à Flot Quai Armand Lalande - BP 71,

Ci après désignée « l'association » ou l'A'urba,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

L'association et la Communauté ont signé le 4 janvier 2011 une convention cadre ayant pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Communauté entend apporter un concours en moyens humains, financiers et matériels aux activités menées par l'association au profit de ses membres.

La présente convention a pour objet de préciser les obligations de chaque partie signataire et en particulier de définir le montant et les modalités de versement de la subvention de fonctionnement à l'association au titre de l'année 2014.

ARTICLE 2 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le budget prévisionnel de l'association pour l'année 2014, tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale, étant estimé à 7 067 175 €, la Communauté a décidé, au regard du programme de travail pour l'exercice d'attribuer une subvention de fonctionnement de 5 113 770 €.

Cette subvention est non révisable à la hausse. Au contraire, si le montant des dépenses au compte de résultat s'avérait inférieur au budget prévisionnel, la subvention serait réduite au prorata du montant des dépenses effectivement réalisées.

ARTICLE 3 - AFFECTATION DE LA PARTICIPATION

Toute contribution inutilisée ou utilisée non conformément à son objet devra être remboursée. L'association s'interdit, en outre, de reverser sous forme de libéralités tout ou partie de la subvention considérée à d'autres associations, sociétés ou collectivités.

ARTICLE 4- MODALITES DE PAIEMENT

La subvention communautaire sera versée dans les conditions suivantes :

- Un premier acompte de 50% au plus tard le 1^{er} février de l'année 2014,
- Un deuxième acompte de 45% au plus tard au 30 septembre de l'année 2014,
- Le solde, au plus tard au 1^{er} novembre de l'année 2015, sous réserve de la remise préalable des pièces suivantes :
 - ♦ un rapport provisoire sur l'exécution du programme ayant donné lieu au versement de la subvention, ainsi que les résultats provisoires du compte de résultat et du bilan de l'année correspondante (à transmettre au plus tard le 30 novembre de l'année 2014),
 - ♦ l'ensemble des pièces relatives au bilan définitif de l'exercice précédent, dûment certifié (à transmettre au plus tard le 1^{er} octobre de l'année 2015), à savoir :
 - les bilans, compte de résultat et annexes détaillés de l'année 2014, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes. Le compte de résultat doit pouvoir être comparé au budget prévisionnel fourni par l'association lors de sa demande de subvention.
 - Le rapport annuel d'activités détaillé de l'association,

- Une note de commentaires expliquant le cas échéant les variations constatées sur les principaux postes de dépenses et de recettes entre le budget adopté par l'association et ses comptes définitifs certifiés.

ARTICLE 5 - CONTROLE ET EVALUATION DES RESULTATS

Le Président de l'association ou son représentant s'engage :

- à venir présenter sur simple demande de la Communauté, devant les membres de la Commission compétente, le bilan des actions réalisées ainsi que le bilan financier de l'exercice,
- à faciliter le contrôle par les services de la Communauté, de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables de l'association,
- à faire connaître à la Communauté, tous les changements survenus dans son administration, sa direction et ou dans ses statuts,
- à transmettre à la Communauté les documents visés à l'article 11 de la convention cadre, dans les délais prévus par cet article.

ARTICLE 6 - CLAUSE DE PUBLICITE

L'association s'engage à mentionner le soutien apporté par la Communauté sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée par ses soins.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE RESILIATION

Les pièces justificatives exigées pour le versement du solde, devront être produites au plus tard au 1^{er} octobre de l'année 2015.

A défaut, le bénéficiaire sera réputé renoncer à percevoir le solde de l'aide accordée et la Communauté pourra exercer la répétition des sommes versées.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la seule année 2014. Elle prendra fin dès le règlement du solde.

ARTICLE 9 - CONTENTIEUX

Les parties conviennent que tout litige, pouvant naître de la présente convention sera déféré auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux.

FAIT A BORDEAUX, LE

**Le Président de l'Agence d'Urbanisme
Bordeaux Métropole Aménagement
(A'urba)**

Vincent FELTESSE

**Le Vice - Président de la Communauté
urbaine de Bordeaux (CUB),**

Michel LABARDIN